

Pouvoir d'emprunt

Chambre et qui devaient servir de base à toutes une série de programmes que le gouvernement avait espéré financer.

Nos grandes banques à charte jouent un rôle dans ce problème capital. En effet, en se fondant sur des études de faisabilité médiocres, elles ont accordé des sommes importantes, et notamment des pétrodollars, à bien des pays du tiers monde qui ne sont plus en mesure de nous rembourser. Voilà qui est à l'origine de la grande instabilité des marchés financiers mondiaux, et notamment du nôtre. Dans bien des cas, les banques n'ont rien fait pour s'assurer que les fonds ainsi prêtés allaient servir à des fins productives ou encore qu'ils bénéficieraient d'une manière tangible à la population du pays emprunteur. Elles ne demandaient pas mieux que de prêter des sommes faramineuses en sachant très bien qu'aucun pays ne ferait faillite. Maintenant elles espèrent que les gouvernements, entendez les contribuables, viendront à leur rescousse.

Et ce qui est vrai pour les autres pays, l'est aussi pour le nôtre. L'une de nos plus grosses banques, la Banque impériale de commerce, se fiant à la politique du gouvernement et sans doute aussi partant du principe qu'à cheval donné on ne regarde pas la bride, a prêté d'énormes sommes à Air Canada, à Massey-Ferguson et à Dome Petroleum. Voilà maintenant que sur la côte est, il semble bien que ce soit la Banque de la Nouvelle-Écosse qui va surtout profiter des mesures qu'on va prendre pour rafistoler le secteur fort mal en point de la pêche. Monsieur le Président, il faut voir la vérité en face en ce qui concerne les banques.

Le 9 février, le *Wall Street Journal* a rapporté les propos qu'un représentant au Congrès américain a tenus lorsqu'il a parlé de la dette mondiale dans le cadre d'une étude menée à ce sujet par les États-Unis.

Même si les banques se sont rendu coupables de négligence, de cupidité par le passé ou d'imprudence, il faut absolument, dans l'intérêt du public, éviter qu'elles ne fassent faillite. Mais faut-il pour autant qu'elles fassent rembourser leurs dettes par les contribuables?

Elles font feu de tout bois sur les marchés internationaux ou intérieurs, mais dès qu'elles sont en difficulté, pour conserver des emplois au sein des industries touchées, la première chose qu'elles demandent, c'est à être remboursées. Il faudrait voir s'il n'y aurait pas moyen de les amener à penser autrement. Les gouvernements, qui ne demandaient pas mieux que de pouvoir puiser dans leurs capitaux pour réaliser des objectifs politiques, devraient dorénavant les avertir que si elles consentent des prêts à des entrepreneurs qui font faillite et jettent du même coup des milliers de travailleurs sur le pavé, ce sont à ces travailleurs qu'on accordera d'abord la priorité et qu'elles ne seront pas nécessairement remboursées. Autrement dit, leur faire savoir que, pour une fois, elles devront se débrouiller seules.

Le ministre des Finances nous demande de lui faire confiance, de lui laisser carte blanche en lui permettant d'emprunter 19 milliards de dollars. Dans quelques semaines, il va demander à la Chambre d'approuver son budget si longtemps attendu, un budget qui comportera un autre déficit gigantesque, cela va sans dire. En ce qui me concerne, monsieur le Président, je n'ai aucune raison de croire qu'il va dépenser sagement les milliards de dollars arrachés aux contribuables. Étant moi-même Néo-écossais et ma famille originaire des Highlands d'Écosse, j'ai foi dans le vieil adage selon lequel il n'y a pas de petites économies.

Bien qu'il prenne bien soin de ses amis politiques, le ministre, semble-t-il, n'agit pas avec la même précaution avec l'argent des contribuables. Par exemple, il aime se rendre en Europe en Concorde au coût d'environ \$3,000 américains pour un trajet simple, comme il l'a fait le 14 juin 1982, entre l'aéroport Kennedy et celui de Heathrow, pour ensuite aller à Zurich, Genève et Paris. Son attachée de presse s'est rendue en Europe en première classe, ce qui a coûté plus de \$3,000 pour le trajet aller-retour en classe de luxe, sans parler de ses conseillers politiques. Il serait indigne d'eux de voyager dans les fauteuils étroits de la cabine touriste des appareils d'Air Canada.

On juge un homme non pas seulement aux grandes choses qu'il accomplit, mais aussi aux petites choses. Pareilles largesses qui s'exercent aux dépens des contribuables canadiens ne suscitent aucun vif sentiment d'admiration en moi. Comme la plupart des Canadiens, j'aimerais mieux que le gouvernement fasse preuve de frugalité en cette période d'austérité.

Je voudrais revenir à article du chroniqueur chevronné qu'est Doug Fisher, mais je vois, M. le Président, que vous me faites signe que mon temps de parole est écoulé. Je poursuivrai donc à une autre occasion.

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Monsieur le Président, je veux parler quelques instants du projet de loi portant pouvoir d'emprunt et de la proposition d'amendement. J'ai cependant un petit problème de calcul. Il est question dans cette mesure de montants de 14 et de 5 milliards de dollars. Avec mes notions élémentaires d'arithmétique, je n'ai pas de peine à arriver à la somme de 19 milliards. C'est à partir de ce point que commence mon véritable problème.

Je recommanderais aux députés qui ne l'ont pas lu un article du chroniqueur Don McGillivray paru dans les journaux de la semaine dernière; il y parle en termes réalistes de ce qu'est un milliard de dollars. Il faisait remarquer qu'il faudrait plus de 2,000 ans pour dépenser cette somme à raison de \$100 l'heure, 15 heures par jour, six jours par semaine et 50 semaine par année. Voilà qui est très difficile à comprendre pour moi, et je n'ai pas les moyens d'en faire l'expérience.

• (1700)

J'ai pensé que ce serait une bonne chose que de ramener les chiffres mentionnés par le ministre à des chiffres plus réalistes et de voir comment ils pourraient s'appliquer à une circonscription qui compte environ 75,000 habitants, comme la mienne. C'est donc ce que j'ai fait pour les dépenses du gouvernement. J'ai constaté que ces chiffres étaient presque trop difficiles à manipuler puisque, dans la petite circonscription de Prince Edward-Hastings dans l'est de l'Ontario, ils représenteraient des dépenses d'environ 250 millions de dollars pour l'exercice financier en cours et un déficit d'environ 80 millions de dollars. Outre les conséquences énormes de ces montants, ce qui me préoccupe le plus, c'est l'attitude du gouvernement. Mes électeurs et moi-même nous rendons compte de la suprême indifférence du gouvernement. De toute façon, il ne se soucie pas des gens de ma région.

Pourquoi les habitants de Prince Edward-Hastings voudraient-ils que j'approuve la mesure à l'étude? Par exemple, pourquoi les employés de Stephens-Adamson à Belleville voudraient-ils que je me déclare en faveur de cette mesure puisque